



# Syndicat National des Personnels de l'Education et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse - Fédération Syndicale

Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris

Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62

site : [www.snpespjj-fsu.org](http://www.snpespjj-fsu.org) Mél : [Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr](mailto:Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr)



Paris le 10 janvier 2012,

## CAP des PT du 10 janvier 2012

Ont siégé pour le SNPES-PJJ/FSU : Marion Cavallo (06 42 43 93 82), Michel Faujour (01 42 60 11 49) et Christophe Adam (04 73 92 20 23)

### Déclaration liminaire

Une fois de plus, un fait divers tragique (celui du Chambon sur Lignon) sert de prétexte à un projet législatif piloté par le gouvernement et qui fera l'impasse d'un débat réel. Une fois de plus les thématiques de la récidive délinquante et des mineurs servent de prétexte aux gesticulations électorales. Malheureusement celles-ci ont des conséquences pour les professionnels et concernant les mineurs, la loi de programmation actuellement « expédiée » par le parlement, prévoit une prise en charge dans les 5 jours des jugements prononcés pour des mineurs. Dans la même loi, 150 emplois sont annoncés pour la transformation de 20 EPE en CEF ainsi que la labellisation santé mentale pour 25 d'entre eux. L'avant dernière initiative gouvernementale en matière de justice des mineurs (la lettre de mission de Fillon au député Lachaud) -il y a moins de 6 mois- avait précipité la direction de la PJJ dans l'expérimentation de 3 EPPOO par transformation/remise en cause de trois lieux de placement.

Malgré la demande insistante des organisations syndicales et des équipes concernées pour remettre cette expérimentation, l'AC a décidé de « jouer le jeu ». **Au jour d'aujourd'hui près de 90 personnels de la PJJ auront été mobilisés depuis 1 mois, pour 2 mineurs reçus une poignée de jours !**

La loi de programmation actuellement au parlement va débloquer 150 etpt sur deux ans dont plus de la moitié en 2012 pour faire disparaître 20 foyers éducatifs. **Ceci est inacceptable et nous soutenons les personnels de l'UEHC d'Angoulême qui sont aujourd'hui tous en grève contre ce projet de disparition de leur foyer éducatif.**

Les services éducatifs existants (insertion compris) subissent depuis plusieurs années la valse des réorganisations/fermetures, les pressions sur la « rationalisation » du temps de travail des professionnels, l'accélération du « turn over » des prise en charge, l'affectation des moyens selon les critères de performance. Quelle est donc la performance du programme CEF sinon d'avoir suscité les rapports de la Défenseur des Enfants et des inspecteurs du Contrôleur Général des Lieux Privatifs de Liberté ? Quelle étude sérieuse a établi l'intérêt éducatif de ces établissements depuis leur création au-delà des dysfonctionnements criant de certains.

Les personnels de l'insertion n'ont pas les moyens d'une telle étude, mais il peuvent témoigner des demandes d'activité de jour pour des mineurs qui sont présentés comme ayant fait tout le « parcours », non pas éducatif mais plutôt d'escalade CEF, EPM, QM pour revenir à la case départ. Question rationalité du travail éducatif nous ne devons pas avoir les mêmes critères !

Pour poursuivre leurs missions auprès des mineurs et des familles les personnels de l'insertion comme des autres services éducatifs attendent de la Direction de la PJJ qu'elle garantisse des moyens à la hauteur des enjeux de l'insertion des adolescents qui leur sont confiés !

**En effet, concernant le secteur de l'insertion**, les collègues vérifient au quotidien une dégradation des conditions de prise en charge des mineurs, de leurs propres conditions de travail et un éclatement d'un secteur de l'insertion qui n'a jamais été à la hauteur des besoins.

Ils constatent, que les délais de prises en charge ont tendance à se raccourcir, conséquence à la fois des mesures judiciaires brèves et exécutées sans délai, qui sont systématiquement valorisées auprès des magistrats (MJIE, MAJ...). Ce mouvement qui a des répercussions dans l'ensemble des services, impacte également l'insertion qui pour prendre sens, exige du temps et un travail sur le parcours obligatoirement non linéaire du mineur. Ce raccourcissement des temps de prise en charge multiplie les risques de ruptures de parcours et donc l'efficacité de notre intervention.

En ce qui concerne l'ASP, certaines régions ne parviennent pas à garantir pour les mineurs le maintien de leur statut sur l'ensemble de l'année. Cette situation constitue de fait un obstacle à la continuité de leur prise en charge.

Mais ce qui constitue aujourd'hui l'enjeu majeur pour les personnels de l'insertion c'est la pérennité de ce secteur et le maintien d'une cohésion professionnelle mise à mal par les multiples restructurations et fermetures de services.

**Au plan des personnels**, le nombre de non titulaires sans formation et sans garanties statutaires augmente (éducateurs techniques, professeurs techniques). Cette inflation de recrutement de contractuels (36,5% chez les PT) est la conséquence de l'arrêt du recrutement de titulaires, mais aussi de l'enjeu pour les DIR (sous la pression des personnels) de préserver à minima l'existence des UEAJ avec des personnels plus corvéable.

L'absence de recrutement depuis 7 ans symbolise fortement la dévalorisation de l'insertion au profit d'activités ponctuelles et uniquement occupationnelles, et elle insécurise aussi fortement les collègues quant à leur avenir professionnel. Comment redire avec plus d'insistance encore que les personnels ne se satisfont pas, au choix : du mirage ou du « serpent de mer » de la gestion du corps par l'Education Nationale ?

En conséquence, nous demandons solennellement la reprise du recrutement des professeurs techniques, par voie de concours.

Dans l'immédiat, l'administration doit proposer un plan de titularisation des contractuels actuellement en poste, afin de stabiliser les structures d'insertion existantes.

En attendant, pour limiter les effets de cette précarité, nous demandons que soit mis en oeuvre immédiatement dans l'ensemble des DIR des accords avec les représentants des personnels des Commissions Consultatives Paritaires (sur le même modèle que la région Ile de France et Sud Est) sur les trois sujets suivants :

- prise de poste et formations des personnels non titulaires,
- renouvellement des contrats,
- évolution indiciaire de la rémunération des contractuels.

Il n'est pas entendable en effet que d'une région à l'autre, les personnels non titulaires ne soient pas traités à égalité.

Par ailleurs, lors de la précédente CAP (cf. compte rendu en date du 21 avril 2011), nous avons soulevé la question de l'existence de contractuels recrutés avec le statut d'éducateur technique. M. Rousset avait découvert, avec étonnement l'existence de ces mêmes éducateurs techniques et nous avait affirmé qu'il n'y avait pas eu de consignes de l'AC pour ce type de recrutement. Pour lui, le statut d'éducateur technique n'existe pas. Pourtant certaines DIR y ont recours de façon quasi systématique, une fois de plus ces choix contribuent à dévaloriser la spécificité des PT et à instiller l'idée de la fin de l'histoire de ce corps à la PJJ.

**En ce qui concerne le temps de préparation**, nombre de nos collègues nous interpellent sur les attaques au statut dont ils font l'objet. Pour certains d'entre eux en effet, il est demandé d'effectuer obligatoirement ce temps sur site. Le positionnement de certains directeurs de structure est en complète contradiction avec les propos de M.Rousset lors de la dernière CAP, celui ci indiquait alors que le temps de préparation est statutaire et qu'il peut être exercé hors de la structure, à condition d'en rendre compte ou de le définir dans la fiche de poste.

Nous demandons donc conformément à ses propos que soit enfin rédigée une note en direction de tous les services pour clarifier cette question qui est utilisée de façon variable selon les responsables et place certains de nos collègues dans des positions plus que délicates.

**Au plan des spécialités**, nous remarquons par ailleurs une multiplication des demandes de spécialités CSB qui se fait au dépend des spécialités techniques. Faut-il y voir l'intérêt de l'administration pour réduire l'offre des médias techniques au profit de ceux à vocation scolaire ? (moins onéreux à mettre en œuvre et susceptible de s'adresser à un groupe plus important) . En lien avec le recrutement de contractuels éducateurs à qui l'on demande de mettre en place une activité scolaire, ce choix peut donner l'illusion que l'on peut faire du scolaire sans formation spécifique. Il est souvent considéré à tort que l'enseignement des savoirs de base est susceptible d'être dispensé par tout un chacun sur la base de ses souvenirs de scolarité et non par des professionnels formés à la remédiation et maîtrisant le média. Cet amalgame dénote en tous cas une méconnaissance de la spécificité de notre métier.

**En lien avec la mobilité**, nous souhaitons que le travail entrepris en concertation avec l'AC sur la possibilité de proposer plusieurs spécialités sur un poste afin de favoriser la mobilité tout en préservant les spécificités, soit répercuter efficacement au niveau des DIR.

Ce qui nous paraît utile c'est d'offrir une palette diversifiée d'activités (savoirs de base compris) au sein d'un dispositif suffisamment accessible aux mineurs tant du point de vue géographique que de la capacité des mineurs à s'y investir.

### **Réponse de Mr Rousset DRH présent à la CAP jusqu'à la discussion sur le tableau Hors Classe**

Le DRH a pris le temps de répondre longuement aux déclarations liminaires des trois organisations qui se recoupaient sur de nombreux points. Nous ne citerons que les points saillants de la réponse.

*Le DRH a valorisé l'attitude de la direction de la PJJ suite au Chambon/Lignon, sur le thème : nous avons soutenu l'équipe malgré les invites de plusieurs personnalités qui demandaient une réponse aux dysfonctionnements. Concernant la création des CEF, il a mis en avant que les partis politiques de droite comme de gauche étaient favorable aux CEF. Donc quelque soit le résultat des élections il y aurait une augmentation du nombre de CEF. Dans ce contexte la direction de la PJJ avait pour préoccupation de défendre la diversité des dispositifs de placement et donc de choisir parmi les EPE ceux qui seraient transformés et ceux qui seraient stabilisés ! En ce qui concerne l'expérimentation EPPOO, là aussi la Direction de la PJJ a choisi avec lucidité politique (!) de s'adapter à la commande mais elle ne manquera pas de tirer le bilan de l'expérimentation comme prévu. Sur les conséquences de la prise en charge à 5 jours des décisions de jugement, le DRH explique que 125 pour le milieu ouvert sont prévus dans le budget (à échéance de 2017) et que cela permettra de faire face à cet engagement législatif. Concernant les critères d'affectation des moyens dans les services le DRH explique que la performance n'est pas le critère puisque certaines régions sont toujours sur dotée et qu'il y a donc une correction des critères sur des logiques RH (région citée le Grand Ouest...)*

*Sur la question statutaire des PT M Rousset reconnaît que le dossier n'a pas avancé. Il s'agit bien de fusionner les corps équivalent de 5 ministères (dont celui des anciens combattants, de l'agriculture et de l'EN) Les discussions sous la houlette de la Fonction Publique devraient reprendre après les élections. Pour le reste le discours reste le même, la PJJ a besoin de PT, de toutes spécialités...les collègues apprécieront l'abîme entre le discours et la réalité.*

*En ce qui concerne l'organisation du temps de travail, le DRH a réaffirmé le principe d'une obligation de 39 heures effectuée dans et hors du site, sans s'engager sur une note spécifique. Pour le DRH, le statut qui précise les 23 h de contact est suffisant !*

*Sur les contrats d'éducateurs techniques, le DRH soutient que ces contrats ne doivent pas exister et sur les contrats d'éducateurs à qui l'ont demandé d'encadrer un atelier en lieu et place de PT, il découvre avec surprise ! Concernant la « CDIisation » le cadre fonction publique est en cours de formalisation mais d'ores et déjà consigne a été donné aux DIR, en cas de renouvellement de contrats pour les agents de plus de 55 ans de ne signer que des CDI. Pour l'ASP le DRH reconnaît qu'il peut y avoir des situations de blocage dans certaines régions, mais que SDK veut négocier avec l'ASP afin de proposer pour*

*tous les jeunes inscrits en insertion PJJ qu'ils soient éligible sur le dispositif ASP. Gageons que l'obstacle sera plutôt sur l'indemnisation que sur la couverture sociale !*

Au-delà des éléments d'informations qui sont toujours précieux, aucune réponse satisfaisante aux questions les plus prégnantes au niveau de l'institution comme des PT. Un seul point d'appui important pour les collègues en but à des tracasseries sur leurs services, l'assurance que la totalité de l'obligation horaire n'était pas due au sein du service.

Cette CAP a duré plus de 7 heures, ce qui est une bonne chose du point de vue de l'importance des questions abordées comme du temps passé sur l'avancement ou sur le recours. Le temps de préparation est en rapport avec le contenu que nous pouvons donné à la CAP et nous regrettons fortement de n'avoir eu qu'une seule journée de préparation. Nous demandons de revenir au deux jours habituels (temps de voyage compris) afin de conserver aux CAP le contenu auquel nous sommes attaché dans l'intérêt des agents.

## RESULTATS CAP DES PROFESSEURS TECHNIQUES

### (SOUS-RESERVE DE VALIDATION PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE)

POSTES SPECIFIQUES								
Nouvelle Affectation						Ancienne Affectation		
DIRPJJ OU AUTRE DIRECTION	Dpt	Structure	Emploi	NOM Prénom	Bar	Dpt	Structure	Observations
ILE DE FRANCE-OM	976	CAE MAMOUDZOU - futur STEMOI MAMOUDZOU	STAPS	Le candidat PT ne détient pas la spécialité requise. PV				
ENPJJ	59	DIRECTION DES FORMATIONS DIRECTION CONTENUS DES ENSEIGNEMENTS	FORMATEUR	Autre corps retenu				
ENPJJ	59	DIRECTION DES FORMATIONS DIRECTION CONTENUS DES ENSEIGNEMENTS	FORMATEUR	Autre corps retenu				
ENPJJ	59	DIRECTION DES FORMATIONS DIRECTION CONTENUS DES ENSEIGNEMENTS	FORMATEUR	PV				
ENPJJ	59	DIRECTION DES FORMATIONS DIRECTION FORMATIONS STATUTAIRES	FORMATEUR	PV				
ENPJJ	69	PTF CENTRE EST - LYON	FORMATEUR	PV				
ILE DE	75	DIRPJJ ILE DE FRANCE-	CONSEILLER	PV				

<b>FRANCE-OM</b>		OUTRE MER siège à PARIS- POLE POLITIQUES EDUCATIVES	TECHNIQUE					
<b>SECRETARIA T GENERAL</b>	13	PLATEFORME INTERREGIONALE siège à AIX EN PROVENCE	CONSEILLER DE PREVENTION ET CORRESPONDAN T HANDICAP	PV				
<b>SECRETARIA T GENERAL</b>	21	PLATEFORME INTERREGIONALE siège à DIJON	CONSEILLER DE PREVENTION ET CORRESPONDAN T HANDICAP	PV				
<b>SECRETARIA T GENERAL</b>	33	PLATEFORME INTERREGIONALE siège à BORDEAUX	CONSEILLER DE PREVENTION ET CORRESPONDAN T HANDICAP	PV				
<b>SECRETARIA T GENERAL</b>	35	PLATEFORME INTERREGIONALE siège à RENNES	CONSEILLER DE PREVENTION ET CORRESPONDAN T HANDICAP	PV				
<b>SECRETARIA T GENERAL</b>	69	PLATEFORME INTERREGIONALE siège à LYON	CONSEILLER DE PREVENTION ET CORRESPONDAN T HANDICAP	PV				
<b>SECRETARIA T GENERAL</b>	59	PLATEFORME INTERREGIONALE siège à LILLE	CONSEILLER DE PREVENTION ET CORRESPONDAN T HANDICAP	PV				

POSTES SPECIFIQUES RUE							
Nouvelle Affectation					Ancienne Affectation		
<b>DIRPJJ OU AUTRE DIRECTION</b>	<b>Dpt</b>	<b>Structure</b>	<b>Nom Prénom</b>	<b>Bar</b>	<b>Dpt</b>	<b>Structure</b>	<b>Observations</b>
<b>CENTRE</b>	37	STEMOI TOURS futur STEMO TOURS UEMO CLOCHEVILLE siège à TOURS	Autre corps retenu				
<b>CENTRE</b>	45	STEMOI LOIRET siège à ORLEANS futur STEMO LOIRET siège à ORLEANS UEMO MONTARGIS	PV Candidat PT non retenu				
<b>CENTRE</b>	89	EPE AUXERRE futur EPE Bourgogne Ouest siège à AUXERRE UEHC AUXERRE	PV				
<b>CENTRE</b>	89	STEMO YONNE siège à AUXERRE UEMO SENS	PV				
<b>CENTRE EST</b>	73	STEMO SAVOIE siège à CHAMBERY UEMO ALBERTVILLE	PV				
<b>GRAND EST</b>	68	EPEI MULHOUSE UEHD MULHOUSE futur rattachement au futur EPEI COLMAR-MULHOUSE	Autre corps retenu				

		siège à COLMAR					
GRAND NORD	02	EPE ST QUENTIN UEHC SAINT QUENTIN	PV				
GRAND NORD	02	STEMO LAON UEMO SOISSONS	PV				
GRAND NORD	02	STEMO LAON UEMO SAINT QUENTIN	PV				
GRAND NORD	27	STEMO EVREUX UEMO EVREUX	PV				
GRAND NORD	59	STEI RAISMES UEAJ PAYS DU HAINAUT siège à RAISMES	PV				
GRAND NORD	59	STEMO DUNKERQUE UEMO DUNKERQUE EST siège à ROSENDAEL	PV				
GRAND NORD	60	STEMOI COMPIEGNE UEAJ MONTATAIRE	Autre corps retenu				
GRAND NORD	62	STEMOI BOULOGNE SUR MER UEMO BOULOGNE SUR MER	Autre corps retenu				
GRAND NORD	62	STEMOI BOULOGNE SUR MER UEMO SAINT OMER	PV				
GRAND OUEST	14	EPEI CAEN UEHC CAEN	Autre corps retenu				
GRAND OUEST	29	STEMO BREST - QUIMPER siège à BREST UEMO BREST	Autre corps retenu				
GRAND OUEST	49	EPE LES PONTS DE CE UEHC LES PONTS DE CE futur rattachement au futur EPE ANJOU MAINES siège à LE MANS	Autre corps retenu				
ILE DE FRANCE-OM	75	STEMO SUD PARISIEN UEMO COMMERCE	Autre corps retenu Candidat PT non retenu				
ILE DE FRANCE-OM	77	STEMO MARNE LA VALLEE siège à LAGNY SUR MARNE UEMO LAGNY	PV				
ILE DE FRANCE-OM	77	STEMOI SENART siège à LIEUSAINTE UEMO LIEUSAINTE	PV				
ILE DE FRANCE-OM	91	EPEI EPINAY SUR ORGE UEHC EPINAY SUR ORGE	PV				
ILE DE FRANCE-OM	91	SE-CJD SAINTE GENEVIEVE DES BOIS UESE-CJD SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	PV				
ILE DE FRANCE-OM	91	STEMO BRETIGNY SUR ORGE UEMO MASSY	Autre corps retenu				
ILE DE FRANCE-OM	92	STEMO NORD DES HAUTS DE SEINE siège à LA GARENNE COLOMBES UEMO LA GARENNE COLOMBES	PV				
ILE DE FRANCE-OM	93	STEMO LE BLANC MESNIL UEMO LE BLANC MESNIL	PV				
ILE DE FRANCE-OM	93	STEMO LE RAINCY UEMO NOISY LE GRAND	PV				
ILE DE FRANCE-OM	93	STEMO AULNAY SOUS BOIS futur STEMOI AULNAY SOUS BOIS UEMO AULNAY SOUS BOIS	PV				
ILE DE FRANCE-OM	94	STEMO CENTRE VAL DE MARNE siège à CRETEIL UEMO CRETEIL	PV				
ILE DE FRANCE-OM	95	CEF ST BRICE SOUS FORET UECEF ST BRICE SOUS FORET	Autre corps retenu				
ILE DE	974	EPEI ST DENIS DE LA REUNION UEAJ STE	François-Xavier RAOUX		974	EPEI ST DENIS DE LA REUNION	POSTE FERME

FRANCE-OM		CLOTILDE					UEAJ STE CLOTILDE Hôtellerie restauration	
SUD	30	CEF NIMES EXPERIMENTATION EPPOO UECEF NIMES	Autre corps retenu					
SUD	31	STEMO TOULOUSE UEMO RIQUET siège à TOULOUSE	Autre corps retenu					
SUD	31	STEI TOULOUSE UEAJ MEDITERRRANNEE	Gwénaél GRANGER		31		SE-EPM Lavaur Hôtellerie restauration	PV
SUD	31	STEMO SAINT GAUDENS UEMO TARBES (65)	PV					
SUD EST	06	STEMOI GRASSE UEMO ANTIBES	Autre corps retenu					
SUD EST	06	STEMOI GRASSE UEMO CANNES	Autre corps retenu					
SUD EST	06	STEMOI NICE futur STEMO NICE UEMO NICE EST	PV					
SUD EST	13	SE-EPM MARSEILLE UESE-EPM MARSEILLE	PV					
SUD EST	13	STEMO MARSEILLE NORD UEMO MARSEILLE NORD	Autre corps retenu					
SUD EST	84	STEMOI AVIGNON futur STEMO AVIGNON UEAJ AVIGNON futur rattachement futur EPEI AVIGNON	Autre corps retenu					
SUD OUEST	33	EPEI PESSAC UEAJ BORDEAUX	Autre corps retenu Candidat PT non retenu					
SUD OUEST	64	STEMO AQUITAINE SUD siège à PAU UEMO PAU	Autre corps retenu					
<b>POSTES CLASSIQUES</b>								
<b>Nouvelle Affectation</b>					<b>Ancienne Affectation</b>			
<b>DIRPJJ OU AUTRE DIRECTION</b>	<b>Dpt</b>	<b>Structure</b>	<b>Spécialité</b>	<b>Nom Prénom</b>	<b>Bar</b>	<b>Dpt</b>	<b>Structure</b>	<b>Observations</b>
CENTRE EST	69	EPE COLLONGE AU MONT D'OR EXPERIMENTATION EPPOO	CSB	PV				
GRAND NORD	59	STEI RAISMES	ESF-CSB	PV				
GRAND NORD	59	STEI VILLENEUVE D'ASCQ- DUNKERQUE siège VILLENEUVE D'ASCQ UEAJ DUNKERQUE	CSB - GI- B	PV				
<b>GRAND NORD</b>	60	STEMOI COMPIEGNE UEAJ MONTATAIRE	TA PH	PV				
ILE DE FRANCE-OM	78	SE-EPM PORCHEVILLE	GM-MV	PV				
ILE DE FRANCE-OM	92	EPEI ASNIERES SUR SEINE EXPERIMENTATION EPPOO	CSB	PV				

## TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE HORS CLASSE

### (15 possibilités de promotion)

**Critères du SNPES-PJJ/FSU** : agents promus en 2011 mais dont la promotion n'a pas pu être réalisée par manque de possibilités offertes par Bercy + bénéfice de l'année de naissance + ancienneté au ministère de la Justice

**Critères du SN-FO PJJ** : agents promus en 2011 mais dont la promotion n'a pas pu être réalisée par manque de possibilités offertes par Bercy + ancienneté dans le corps dans chaque région

**Critères de la CGT PJJ** : agents promus en 2011 mais dont la promotion n'a pas pu être réalisée par manque de possibilités offertes par Bercy + ancienneté dans le grade

**Critères de l'administration** : priorité des DIR + notation + poids démographique des régions

Liste proposée par le SNPES PJJ FSU		Liste proposée par le SN FO	Liste proposée par la CGT PJJ	Liste retenue à l'issue de la CAP
Nom Prénom	Age + ancienneté ministère de la Justice			
NIGNOL Jean Jacques	Promus en 2011 mais promotion non réalisée	NIGNOL Jean Jacques	NIGNOL Jean Jacques	NIGNOL Jean Jacques
COULON Vincent		COULON Vincent	COULON Vincent	COULON Vincent
BAVAZANNO Thierry		BAVAZANNO Thierry	BAVAZANNO Thierry	BAVAZANNO Thierry
URLI Lionel		URLI Lionel	URLI Lionel	URLI Lionel
BEN HINI Norbert	Agents nés entre 1952 et 1955	BEN HINI Norbert	LANTOINE Hugues	LANTOINE Hugues
LOMBARD Jacques		ZIEGLER Patrick	FONTANILLES Corinne	FONTANILLES Corinne
BIED Patrick		PERROT Jean-Pierre	BEN HINI Norbert	EMORINE DELAMARRE Annick
ZIEGLER Patrick		CASPANI Olivier	CASPANI Olivier	MASSEY Nathalie
PERROT Jean-Pierre		DOUMESCHE Jacques	DOUMESCHE Jacques	DOUMESCHE Jacques
LE MADEC Marc		FONTANILLES Corinne	ZIEGLER Patrick	CAMPAGNE Sylvie
CAMPAGNE Sylvie		LANTOINE Hugues	THIRY Christine	ZIEGLER Patrick
EMORINE DELAMARRE Annick		LECORPS Séverine	PERROT Jean Pierre	GRALL Arnaud
CASPANI Olivier	34 ans 6 mois	THIRY Christine	SAISON LEGRAND Mylène	DEQUINCEY Laurent
BEZIER Nelly	34 ans 1 mois	BOSSLER Yves	LECORPS Séverine	BATTUT Yvan
DOUMESCHE Jacques	31 ans 7 mois	MAGAT Claire	BRELOT Olivier	PREVOST Nelly
FONTANILLES Corinne	30 ans	MASSEY Nathalie		
RAGOT Véronique	27 ans 9 mois			
LANTOINE Hugues	21 ans 3 mois			
GRALL Arnaud	21 ans 3 mois			

**COMMENTAIRES** : L'AC a proposé de permettre aux agents dont la promotion à la HC avait été bloquée l'année passée d'être priorisés cette année. Cela correspond à ce que nous avons demandé à la centrale dès l'année passée.

Cette année, le rapprochement des critères des 3 organisations et le fait de défendre des listes quasi identique nous met en position de force vis-à-vis de l'administration. C'est ainsi que nous avons obtenu l'inscription à la HC de quatre collègues nettement plus ancien que d'autres proposés par l'AC.



## TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRAND CHOIX (12 possibilités de promotion)

**Critères du SNPES-PJJ/FSU et du SN FO PJJ :** sont priorisés les agents qui n'ont pas eu d'avancement au choix ou au grand choix en 2010.

**Critères de la CGT :** temps le plus long passé dans l'échelon

**Critères de l'administration :** priorités régionales+notation+poids démographique des régions.

Liste proposée par le SNPES et FO	Liste proposée par la CGT	Liste proposée par l'administration	Liste retenue à l'issue de la CAP
BOSSLER Yves	BOUTEYRON Catherine	LARNAUDIE Marie-Aude	MAHBOUBI Mohamed
MAHBOUBI Mohamed	GROBOST Stéphane	ADAM Christophe	LE MADEC Marc
BOUTARD Philippe	LECORPS Séverine	CHATTON Sylvie	LEGRAIN Eric
BOUMAZA Isabelle	LE MADEC Marc	MAHBOUBI Mohamed	THIRY Christine
GOUAL Salim	BOSSLER Yves	VIARD Julien	BOSSLER Yves
ECHEVIN Marc	MAHBOUBI Mohamed	RICHARD Erwan	BOUTARD Philippe
SIGISCAR Patrice	BOUMAZA Isabelle	LE MADEC Marc	BAZYLEWIECZ Freddy
LE MADEC Marc	BESSE Caroline	LEGRAIN Eric	GROBOST Stéphane
BAZYLEWIECZ Freddy	THIRY Christine	LATAILLADE François	CHATTON Sylvie
LEGRAIN Eric	GOUAL Salim	THIRY Christine	VIARD Julien
THIRY Christine	PERRAD Jean-Patrick	BOUCLIER Brigitte	LATAILLADE François
GROBOST Stéphane	SIGISCAR Patrice	CAVALLO Marion	BOUCLIER Brigitte
	LEGRAIN Eric		

## TABLEAU D'AVANCEMENT AU CHOIX (20 possibilités de promotion)

Après les avancements à la hors classe et au grand choix, seuls 13 agents remplissent les conditions statutaires pour passer au choix. Ils ont tous été retenus à l'issue de la CAP.

Liste retenue à l'issue de la CAP		
FORAT Nathalie BOUTARD Philippe BOUMAZA Isabelle GOUAL Salim BAZYLEWIECZ Freddy	GROBOST Stéphane BLANCHE Aurélie GOUTNIKOFF Vanessa MONTIER Sandra	NEGAZZOU Ziad BELLEC Isabelle MENASRIA Zoubir ASCENCIO Didier

**Détachement entrant :** Christine CHINER – EPE Collonge au Mont d'or EPPOO - CSB

**Un recours en évaluation** a été étudié. Prendre contact avec les délégués.